

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois 15 » Six Mois 30 » Un An 60 »
 Seine, Seine-et-Oise 18 75 Départements 18 75 Union Postale 21 50 43 » 85 »
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Le Bilan du Divorce

VIII

LE PARDON

En matière de divorce, le « pardon » s'appelle la « réconciliation ». Les auteurs affirment qu'elle est souhaitée « par la société comme par le législateur » ; ils en donnent cette preuve : l'existence du « sursis ».

Quand l'instance en divorce est instruite, avant de prononcer la parole qui rendra les deux conjoints étrangers l'un à l'autre, le magistrat a le droit de déclarer qu'il remet son jugement à six mois. (Sous la loi de 1884, il pouvait le reculer d'un an.) On veut donner à des gens qui semblent hors d'eux-mêmes le loisir de s'apaiser ; on souhaite qu'une décision aussi grave que le divorce ne soit pas prise dans la minute même de la colère.

La justice, dans tous les temps, dit M. Coulon (*Le Divorce et la Séparation*), accueille avec faveur l'exception de la réconciliation contre des demandes qu'elle ne peut entendre qu'à regret. La réconciliation de deux époux est toujours désirable : c'est, sans contredit, le premier vœu de la société.

Le sursis apparaît donc comme une espèce de marlinage qui empêche les amateurs de divorce de prendre le mors aux dents. Il n'est pas défendu de croire que son effet pourrait être souverain. Malheureusement, le magistrat ne recourt que bien rarement au sursis, et dans des occasions choisies. Je ne fais pas ici son procès. Je comprends très bien que, débordé comme il l'est par le flot montant des divorces, biaisé par la monotonie des récriminations, il ne puisse retenir toutes les causes, les plus profondes, les plus graves, les plus belles, les plus intéressantes. Je constate simplement que nous avons le droit de nommer « arbitraire » ce que le législateur appelle, avec plus de discrétion, l'« appréciation souveraine du juge ».

Je remarque encore que, dans le fait, si, dans la lettre, le sursis est devenu une loi tout à fait aristocratique — je dis bien — une loi d'exception. On en use seulement dans des cas très particuliers, lorsque les époux en discord apparaissent au magistrat uniquement dignes d'intérêt, entendez lorsqu'ils se distinguent du vulgaire par l'éclat de leur nom, de leurs talents ou de leur fortune.

En ce cas, le juge le sait, sa décision sera surveillée, discutée dans le monde. Il n'ignore point qu'un divorce est hostile au divorce. Il veut se concilier sa bienveillance ; il fait usage de son droit souverain ; il donne à des gens bien élevés l'occasion de se réconcilier.

Mais les pauvres diables ? Le sursis n'est pas fait pour eux. Le Tribunal n'a pas le temps d'approfondir leur aventure. Il brasse des divorces d'assistance judiciaire au boisseau, comme des pommes. Il n'a qu'une idée bien arrêtée sur cette clientèle : il ne veut pas la revoir ; il peut se débarrasser d'elle après une seule entrevue, pourquoi lui donnerait-il rendez-vous à six mois ?

Mais la réconciliation peut se produire avant le sursis, pendant l'instance en divorce, de la propre volonté des époux, sans intervention du juge.

D'après les auteurs, on peut définir la réconciliation légale : « le pardon par l'époux outragé des injures qu'il a subies de la part de son conjoint ». Il va de soi que ce pardon arrête l'effet de la plainte en divorce portée par le demandeur. Mais comme il y a des époux qui pardonnent à une minute et qui reprennent leur pardon à une autre — aussi facilement que s'il s'agissait d'une parole d'honneur — on a bien été obligé dans la pratique d'entourer la réconciliation de certaines conditions précises, afin d'empêcher que la comédie ne tournât décidément à l'opérette bouffe.

Labbé définit le « pardon » en ces termes très élevés : « Le terme réconciliation se réfère plutôt à un état des âmes et des volontés qu'à une manière de vivre. La réconciliation existe, dès qu'à l'hostilité des sentiments a succédé l'harmonie des volontés... Les volontés qui s'accordent produisent des effets notables et irrévocables avant d'avoir été suivies d'une exécution matérielle ».

En d'autres termes, c'est dans l'âme même de l'époux outragé qu'il faudrait pouvoir étudier le pardon, le connaître, dans sa noblesse ou dans sa fragilité, dans sa sincérité ou sa fourberie. Malheureusement, ce n'est pas seulement l'âme de l'époux coupable qui échappe à la claire vue du juge, c'est aussi l'âme de l'époux accusateur. On ne peut donc prétendre connaître la réalité ou la vanité du pardon que par des faits extérieurs dont l'appréciation est singulièrement malaisée.

J'ai sincèrement cherché à me former une opinion sur la doctrine du Tribunal, sur l'usage moyen qu'il fait de son « appréciation souveraine ». C'est tout simplement le jeu de la roulette. C'est tantôt rouge qui sort et tantôt noir, tantôt la réconciliation, tantôt le divorce. Les marchands de probabilités vous dupent ; il n'y a pas de système dont les résultats soient un peu fixes : les époux en instance de divorce jouent au hasard.

Dans le sursis, la séparation d'habitation est obligatoire. Comme on ne l'accorde à l'ordinaire qu'à des époux fortunés, le mari peut continuer d'habiter seul la maison conjugale, pendant que la femme va loger ailleurs, dans ce domicile d'attente qui lui a été assigné. Cette séparation de corps facilite un peu au juge consciencieux l'étude des mœurs des époux en instance, sans aboutir toutefois à des certitudes. Mais dans l'antichambre des divorces ordinaires la

séparation d'habitation n'est pas obligatoire. Dans la plupart des cas, elle n'est point pratiquée. Il y a d'innombrables occasions où la pauvreté des époux la rendrait impraticable.

Allez donc connaître après cela les mœurs réelles d'un homme et d'une femme sur lesquels, tous les soirs, pendant des mois, se ferme la porte de la promiscuité conjugale !

Si l'un des époux coupables vient dire au juge :

— Mon conjoint m'a pardonné... S'il cite des faits, des témoignages, et, d'autre part, si l'époux accusateur se défend mordicus d'avoir pardonné, « de cœur comme de bouche, de bouche comme d'actions », que fera le juge ?

Sans doute, il pourra interroger les témoins. Les deux parties ne manqueront pas d'être citées devant lui. Ils conteront pas d'histoire de lingo sale sur lesquelles on comprendra que je n'insiste pas. Le témoin cité par les époux en conflit est presque toujours suspect. Ses affirmations sont dictées par l'intérêt, voire par l'affection. Beaucoup de gens, qui hésiteraient à mentir en d'autres occasions, ne se refusent pas à donner une entorse à la vérité dans les circonstances du divorce. Pourquoi seraient-ils plus sérieux que les juges ou que les parties ? Le magistrat est en réalité à décider d'après les faits en eux-mêmes. Et on constate qu'il fait un usage incertain de son « appréciation souveraine ».

— Messieurs, s'écrit un avocat, on vous trompe quand on vous affirme que mon client a pardonné à sa femme. Il est vrai qu'il s'est rencontré deux fois avec elle pendant la durée de l'instance, mais c'était sous une porte cochère et pour parler de questions d'intérêt... — Quelle heure était-il ? — Cinq heures et demie du soir... — Cinq heures et demie du soir ! en hiver ? C'est la pleine obscurité...

Malgré la porte cochère et la serviette bourrée de papier timbré que le malheureux mari avait sous le bras, le Tribunal décide que l'époux a pardonné : il doit reprendre l'épouse coupable.

Un autre mari fait surprendre sa femme en flagrant délit d'adultère. Elle est condamnée à six jours d'emprisonnement. Le pauvre homme s'émeut. Il se contentera du divorce. Il ne veut pas qu'une femme qu'il a aimée aille en prison. Il écrit donc au procureur de la République qu'il souhaite que la coupable ne subisse pas sa peine. On fait ce qu'il veut, mais ensuite on lui refuse le divorce. Il s'insurge. On lui apprend que, sans doute, il restait le maître d'arrêter l'effet de la condamnation, mais à cette condition qu'il consentirait à reprendre sa femme.

Cette petite comédie a été jouée à Vitry-le-François en 1887. Avouez que l'on pourrait lui donner pour titre : « les Fantaisies du Divorce ou le Pardonner malgré lui ». Sans doute après le prononcé de son jugement, le Tribunal de Vitry-le-François aura débité au malheureux mari, en guise de couplet de la fin, cette délicate antienne de l'oreur du Corps législatif qui a fixé les circonstances de la réconciliation :

« Le mari pourra, en reprenant sa femme chez lui, se livrer au plaisir de lui pardonner et jouir, dans toute sa plénitude, du droit de faire grâce et de resserrer les liens de l'amour par ceux de la reconnaissance ».

Cet optimisme de certains magistrats devait être exploité par des gens sans scrupule. Il s'est trouvé beaucoup de maris qui avaient intérêt — un intérêt financier — à repousser le divorce pour organiser de petits guets-apens de retour en grâce. On en a vu qui, dans un cabinet particulier, ont conduit une femme ressemblant un peu à la leur. Avant de pousser le verrou, ils lui ont dit devant le garçon :

— Eh bien, ma chère petite femme ! avouez que nous avions tort de nous battre à coups de papier timbré ? Une partie comme celle de ce soir ne vaut-elle pas mieux qu'un vilain divorce ?

Quelques mois plus tard, le garçon, sommé de reconnaître dans la dame du cabinet particulier l'épouse en instance de divorce, reconnaissait toutes les dames que l'on voulait. Et quand le Tribunal lui demandait avec insistance :

— Mais enfin, êtes-vous bien sûr que ces époux se sont réconciliés ?

Il répondait, avec la philosophie de son expérience :

— Dame ! ils ont poussé le verrou après les liqueurs.

Je ne dirai rien des époux plus ou moins adultères qui, au cours d'une visite à l'époux outragé, trouvent moyen de lui faire perdre la tête et prétendent ensuite décorer du nom de pardon une faiblesse plus masculine que virile. L'indulgence un peu excessive des partisans du « pardon quand même » devait déchaîner des représailles dans le clan des adversaires irréconciliables de la réconciliation.

Pour ceux-là, rien ne prouve rien. Le fait pour l'époux outragé de retrouver le domicile conjugal à l'épouse coupable n'est pas une preuve. Et le fait de cohabiter ? Pas davantage. « Il ne suffit pas, déclare le Tribunal civil de Toulouse en juin 1891, pour établir la réconciliation, qu'un mari plaçant en divorce conduise sa femme dans un hôtel, qu'il y dine avec elle en tête-à-tête et que, le dîner fini, il pose un baiser à l'épouse adultère, sur la demande de celle-ci ».

Pour d'autres tribunaux, le fait, pour les époux, d'avoir non seulement habité sous le même toit, mais persisté à dormir dans le même lit pendant la durée de l'instance, n'implique pas que l'époux outragé ait pardonné au coupable. La grosseesse même de la femme, survenant à la suite de cette cohabitation, ne démontre rien. Cela peut être un « hasard malheureux », un « vertige ». Les relations intimes qui n'ont qu'un caractère accidentel ne comportent pas, de la part

de l'un des deux époux, une pleine liberté d'action. Elles n'entraînent pas nécessairement la réconciliation.

Je m'arrête. La parole est aux domestiques chassés, aux blanchisseurs, aux dégraisseurs, aux garçons de café, à cette femme de chambre que madame a surprise dans les bras de monsieur et qu'elle peut conserver à son service sans qu'une telle indulgence implique la réconciliation avec le coupable... La matrone de l'antique « congrès » n'est pas loin. Elle fourbit ses lunettes ; nous la verrons revenir au bras de quelque Jean Boucher, moderne président à mortier, jurisconsulte éminent et, tout autant que son aïeul, amateur des causes de « haute gresse ».

Hugues Le Roux.

Échos

La Température

La température a baissé sur la plupart des régions ; à Paris elle donnait hier : 10° au-dessus du matin à huit heures et 13° dans l'après-midi ; on notait 13° à Alger dans la matinée. En France, des pluies sont probables. Dans la soirée, le thermomètre était à 8° et le baromètre, vers minuit, marquait 747 mm.

Monte-Carlo. — Thermomètre : à huit heures du matin, 12° ; à midi, 17°. Temps superbe.

LE BON GUETTEUR

J'ai déjà été amené ici même à parler de la très intéressante campagne révisionniste — rassurons-nous, il ne s'agit que de la Constitution — que poursuit MM. de Marcère et notre confrère Charles Benoist. Elle est en quelque sorte la résultante logique et la médication pratique des incidents déplorables au milieu desquels nous nous débattons depuis quinze mois, et qui ont jeté dans l'opinion publique tant de trouble et d'exaspération. Car nous pouvons bien nous avouer que ce qui nous survient de désagréable ou d'humiliant, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, serait évité si la Constitution parlementaire de 1875 ne nous avait pas fait doucement couler dans l'anarchie.

Il est rigoureusement exact d'affirmer que si nous étions en possession d'un gouvernement, il n'y aurait pas eu d'agitation, ni d'affaire de Panama, ni d'affaire de Fachoda, ni rien de tout ce qui nous déconcerte et nous excite les uns contre les autres. M. de Marcère a donc mille fois raison lorsqu'il s'écrit, dans un très bel article de la *Revue politique et parlementaire* : « C'est assez ; il est temps d'avoir un gouvernement ».

Qu'est-ce qu'un gouvernement, pour l'honorable sénateur ? C'est l'organisation rationnelle de la démocratie française à l'aide d'une large décentralisation et par le remplacement des castes et des classes d'autrefois au moyen des groupes et des associations naturelles, héritant ainsi directement de la mission historique de faire de l'ordre et de créer de la hiérarchie parmi nous.

C'est un président de la République élu sur des bases et pour une période plus larges qu'aujourd'hui, de façon que son action puisse se faire sentir, qu'il ne soit plus renfermé dans la partie nominale et théâtrale de sa charge. C'est un Parlement composé de deux Chambres peu nombreuses réduites à leurs fonctions propres et associant le Conseil d'Etat à la confection des lois.

C'est un ministère choisi en dehors de ces assemblées et privé de responsabilité collective.

Tout cela, M. de Marcère et M. Charles Benoist le demandent à une Constituante qui arriverait munie des cahiers de la nation, comme en 1789.

On ne saurait prédire quel sera le sort de cette campagne, mais on ne saurait non plus contester qu'elle fasse honneur à l'ancien ministre et au brillant leader politique de la *Revue des Deux Mondes*.

M. de Marcère raconte que Gambetta, la veille de l'accident dont il est mort, lui disait :

— Mon cher, tout est à recommencer, ou la République est perdue.

— Eh bien, recommandez ! conclut l'ancien ministre.

Je n'y vois pas d'inconvénient. Nous n'avons plus grand-chose à perdre, et nous sommes certains de ne pas obtenir un gouvernement inférieur à celui que nous possédons, puisqu'il tient — l'expérience semble acquise — la dernière place parmi les Constitutions civilisées.

— J. CORNÉLY.

A Travers Paris

M. Chauchard vient de louer à la Ville de Paris le château de Longchamp, qui a été construit jadis pour le prince de la Seine, au temps du baron Haussmann, et qui fait face à l'hippodrome de Longchamp, devant le fameux moulin si connu de tous les habitués du champ de courses.

M. Chauchard, qui, on le sait, est un des plus fidèles admirateurs de Paris, puisqu'il ne quitte jamais la capitale ni l'hiver ni l'été, fera sa villégiature d'été dans cette propriété véritablement princière qui comprend plus de six hectares de jardins situés en plein bois de Boulogne, c'est-à-dire dans un cadre sans pareil et au milieu d'un décor idéal.

C'est la villégiature parisienne par excellence !

M. Laperrière, gouverneur général de l'Algérie, est arrivé hier matin à Paris par le rapide de Marseille.

Un mouvement dans le personnel des finances est actuellement en préparation, par suite de la mort de M. Collet, receveur-percepteur à Paris (quartier du Mail).

M. Collet sera remplacé par un percepteur de Paris, qui aurait lui-même pour successeur un préfet de 2^e classe. La question sera résolue au prochain Conseil des ministres.

M. Ernest Legouvé aura accompli aujourd'hui sa quatre-vingt-douzième année. L'éminent écrivain, qui porte ce grand âge avec une si belle verdeur, est né en effet le 14 février 1807, et ses confrères de l'Académie, en lui attribuant d'un accord unanime, le 2 février dernier, le prix Jean Reynaud, ont ainsi trouvé un moyen ingénieusement délicat de célébrer, à quelques jours près, son anniversaire.

Notons à ce propos que M. Legouvé avait reçu, il y a soixante-dix ans, de la docte Compagnie sa première couronne, puisqu'en 1829 les Quarante lui décernèrent un prix de poésie pour un poème sur la *Découverte de l'imprimerie*.

Aujourd'hui, le vénérable nonagénaire est le doyen de l'Académie française, au point de vue de l'âge comme au point de vue de la date d'admission ; il est également le doyen d'âge de l'Institut tout entier, mais on compte jusqu'à trois de ses collègues qui, plus jeunes, l'y précèdent.

Alors en effet que M. Legouvé fut admis parmi les Quarante en 1854, succédant à Ancelot, M. Faye, illustre astronome, né en 1814, entra dès 1847 à l'Académie des sciences ; et d'autre part, l'Académie des inscriptions et belles-lettres possédait depuis 1849 M. Ravaisson-Mollien, né en 1813, et depuis 1850 M. Wallon, le père de la Constitution, né en 1812. Au point de vue de l'ancienneté à l'Institut, M. Legouvé n'a donc que le quatrième rang, le cinquième appartenant à M. Hermite, de l'Académie des sciences, né en 1822, admis en 1856, et le sixième à M. L.-V. Delisle, des Inscriptions, né en 1826, admis en 1857.

L'Institut, qui célébra il y a dix-huit mois, les noces d'or de M. Faye, fêtera cette année celles de M. Ravaisson, l'an prochain celles de M. Wallon, et dans cinq ans, sans faute, celles de M. Legouvé.

Le chevalier Pini, après avoir fait à Paris un court séjour durant lequel, pour n'en point perdre l'habitude, il a croisé le fer avec plusieurs de nos meilleures lames parisiennes, part ce soir pour l'Italie.

Le célèbre maître d'armes livournaise reviendra dans une quinzaine de jours à Paris et son retour parmi nous sera l'occasion pour le monde des armes, d'une agréable surprise dont nous parlerons bientôt.

MARDI-GRAS

Oh, ne prends pas cet air amène Et ne fais pas tant d'embarras, Insupportable Mardi-Gras, Que la fin de l'hiver ramène, Car le récit de Thérèse, Deuil fils, des cafés de Sceaux, Un article de Brunetière, Que sais-je ? le garde des sceaux Sont plus gais que toi, douzième Frileuse en son vieux travesti Flottant sur tes maigres épaules, Et dont les vagues concetti Ennuient même les gens des pôles !

Où sont les Mardi-Gras d'autan ? Beau temps où « mantille » et « scintille » Rimaient encore avec Courtille — Et même avec café-chantant ! Où Clodoché et Chicard, brins drilles, Aux lorettes de Gavarni Roucouillaient entre deux quadrilles : « Tais-toi, mon cœur ! as-tu fini ? »

Aujourd'hui, pour suivre la mode, Le pauvre passant abêti Lance et reçoit des confetti, Avec tristesse, avec méthode, Tandis qu'un loustic de Pantin Tâche de faire le pantin En l'entourant d'un serpent...

C'est ton glas, Mardi-Gras, qui sonne. Ohé ! la joie anglo-saxonne !

Fun.

M. Montaut, le député de Seine-et-Marne qui vient de mourir, avait été un fervent admirateur de Rachel, « ce qui ne fait pas tout jeune », disait-il habituellement avec humeur.

Il y a quatre ans encore, il possédait, dans son appartement de l'avenue de Villiers, tout un musée en l'honneur de Rachel. Nous ne savons s'il a donné suite à son projet de le léguer à la Comédie-Française.

Parmi les objets ainsi collectionnés se trouvaient plusieurs lettres adressées par la grande tragédienne à M. Montaut. Dans l'une, elle lui demandait le plan et devis d'une maison de rapport qu'elle voulait faire construire faubourg Saint-Honoré. M. Montaut se refusa, alléguant qu'il était ingénieur et non architecte ; ce qui lui attira cette remontrance de Rachel : « Vous ne me ferez jamais croire qu'un homme qui sait faire des ponts, des canaux, que sais-je encore ? ne sait pas faire des maisons. Ingénieur et architecte, c'est tout un... pour ceux qui sont de bonne volonté. Mais vous ne l'êtes pas, du moins dans cette circonstance... »

Nous disions hier que M. Bassinet, le nouveau sénateur de la Seine, avait autrefois tenu la truie.

Un détail piquant à ce propos, et qui se rapporte à la fois à sa carrière d'ouvrier et à celle qui s'ouvre devant lui au Sénat.

L'architecte du Luxembourg avait, il y a bien des années — à l'époque où l'on trouvait encore quelque argent au budget pour l'entretien de nos monuments parisiens, — obtenu un crédit en vue d'une restauration de l'ancienne demeure de Marie de Médicis, et il avait livré aux maçons certaines parties de la façade de Jacques Debrosse.

Au nombre de ces ouvriers il en remarqua un qui travaillait avec beaucoup de soin et accomplissait avec un goût qui l'étonna la besogne qu'on lui avait confiée. Il lui en fit ses compliments :

— On dirait, ajouta l'architecte, tant vous y mettez de cœur, que c'est votre propre maison que vous réparez ainsi...

— C'est à voir ! répliqua le maçon en clignant de l'œil.

Ce maçon, c'était le futur sénateur Bassinet.

L'Académie espagnole vient de terminer son dictionnaire, et voilà qu'on en prend texte pour accabler de nouveaux brocards notre Académie française qui en est encore aux premières lettres de l'alphabet.

Evidemment le fameux travail du Dictionnaire ne va pas chez nous à fond de train, mais il est injuste de reprocher à l'Académie française de n'avoir pu, depuis deux siècles, mener à bien son dictionnaire.

L'Académie française, en effet, a édité depuis sa fondation non pas un, mais sept dictionnaires, en 1694, en 1718, en 1740, en 1762, en 1798, en 1835 et enfin en 1877, ce dernier n'étant, il est vrai, qu'une réimpression que précèdent les préfaces des six premières éditions.

Une manifestation féministe fort intéressante vient d'être faite sur le nom de Mme Demont-Breton.

Les membres de la Société des artistes français avaient à être dimanche le jury triennal de peinture pour les Salons de 1890, 1900 et 1901.

Ces élections, dont le résultat n'a été connu qu'hier, le dépouillement des bulletins ne s'étant terminé qu'à trois heures du matin, ont donné à l'éminente artiste deux cent trente-quatre suffrages.

Les dix premiers membres élus du jury de peinture sont MM. Bonnat, Cormon, Jean-Paul Laurens, Detaille, Henner, Jules Lefebvre, Benjamin-Constant, Bouguereau, Harnpignies et Gérôme.

C'est la première fois qu'une femme obtient, à l'occasion des élections du jury de peinture, les suffrages des artistes français.

Les sculpteurs, plus galants, avaient devancé leurs confrères peintres. En 1897, en effet, ils avaient donné un grand nombre de voix et même élu membre du jury Mme Léon Bertaux.

Il n'est pas d'autres exemples d'élections féministes à la Société des artistes français.

Double fête, aujourd'hui, au Casino de Paris.

Dans l'après-midi, un bal d'enfants, bal costumé qui sera agrémenté de plusieurs surprises et d'une distribution de joujoux.

Le soir, la Grande Redoute du Mardi gras, où toutes les joies du Carnaval, toutes ses folies, seront réunies.

Le Bal masqué traditionnel du Mardi gras au Moulin-Rouge promet d'obtenir ce soir son succès habituel et restera le rendez-vous obligé de la joyeuse jeunesse pour terminer cette journée de plaisir.

En matinée, le Moulin-Rouge donnera une grande Kermesse enfantine, qui fera la joie des petites et grandes personnes.

Hors Paris

A la manifestation des cultivateurs d'Eure-et-Loir contre les dégâts du gibier, M. Paul Deschanel, qui assistait à la réunion de dimanche à La Loupe, a prononcé les paroles suivantes qui ont couru court à tous les commentaires et précisent les raisons de sa prudence à cette manifestation :

On m'a représenté comme l'ennemi de la chasse et des chasseurs : c'est une légende ! Avant d'être président de la Chambre, j'ai soutenu cette opinion, que la procédure, trop lente et trop coûteuse, devait être simplifiée. Aujourd'hui je me souviens à mon devoir et à la règle absolue que je me suis tracée, en intervenant au débat et en essayant de peser sur les décisions de mes collègues. Aussi suis-je venu ici, non comme président, mais comme député et conseiller général de ce canton, pour faire honneur aux membres du Parlement que vous avez invités.

Un de nos amis, qui avait exprimé au nouveau chef du parti libéral anglais, sir Henry Campbell-Bannerman, la confiance qu'il travaillait à l'apaisement des conflits entre la France et l'Angleterre, a reçu de lui (en français) les lignes suivantes :

Londres, 11 février 1899.

Cher monsieur, Je vous remercie cordialement de votre lettre si sympathique et je viens vous assurer que tous mes efforts tendront, comme par le passé, à la conservation des meilleurs rapports entre nos deux gouvernements. Je dis entre nos gouvernements, car il n'y a absolument rien qui puisse diviser les deux peuples et il n'y a aucun danger de ce côté-là. Mais souvent les gouvernements, avec la meilleure volonté, rencontrent des sources de tracasseries, de complications et de petites jalousies. Pour le moment tout est en voie d'apaisement et je crois fermement qu'on arrivera à régler, à la satisfaction des deux pays, tous les différends.

Croyez-moi, cher monsieur, avec un grand respect, votre serviteur dévoué,

H. CAMPBELL BANNERMAN.

De Monte-Carlo : « Aperçu ces jours derniers aux tables du Restaurant Noël et Pattard, où se retrouvent tous les fins appréciateurs de la cuisine française : grand-duc Michel de Russie, comtesse Torby, lord Savile, duc de Cambridge, duc de Croy, marquis de Nédonchel, comte de Bouillé, Hottinguer, R. Hennessy, prince de Sacy, comte Karolyi, etc., etc. »

Nouvelles à la Main

Un bon bourgeois s'arrête, dimanche, devant l'aveugle du pont des Arts et, tout en lui remettant un décade :

— Eh bien, mon brave, il y a beaucoup de monde dehors aujourd'hui ?

— Oui, pas mal... mais en somme, peu de déguisés !

Dolances de M. Prudhomme.

— Fâcheuse époque que la nôtre ! Toutes les opinions y ont pour base une négation ou une protestation contre quelque chose, contre quelque chose... C'est ainsi que nous avons les antirevisionnistes, les antisémites, les anticléricaux, les antimilitaristes... Jusqu'à l'Odéon — est-ce pour cela qu'on le subventionne ? — qui se met à inventer les... *Antibell* !

Le Masque de Fer.

POUR LES COLONIAUX DE SEVRES

Comme suite à sa visite de dimanche à la maison de convalescence des militaires coloniaux, à Sevrès, le Président de la République a fait remettre, hier, à cette œuvre un don de cinq cents francs.

| | |
|---|----------|
| Le Président de la République... | 500 » |
| Baronne James de Rothschild... | 200 » |
| Comte Durand de Beauregard... | 10 » |
| J.-B. Malon, président de la Chambre de commerce d'Alphonse... | 100 » |
| F. T... | 50 » |
| Viotti, à Saint-Mandé... | 50 » |
| E. P... | 10 » |
| Louise T., à Saint-Raphaël... | 500 » |
| Eugène Charlet... | 100 » |
| Dr A. Devillers père, à Guise... | 10 » |
| Petite offrande pour votre œuvre si belle et si patriotique... | 20 » |
| De la part de Mme veuve A. Boucher, pour les pauvres petits soldats les coloniaux de Sevrès, etc... | 100 » |
| W. Taylor... | 10 » |
| G. S. P... | 5.000 » |
| Liste précédente... | 6.630 » |
| Total... | 17.441 » |

M. G. S. P. en envoyant à M. Larroumet cette magnifique souscription de 5.000 francs, ajoutait :

« Vous avez eu raison de penser que l'élan patriotique suscité par votre article sur les « coloniaux de Sevrès » n'était pas près de s'arrêter. Quel meilleur terrain d'entente et de concorde pouvait être choisi pour y réunir les Français de toutes les opinions et de tous les cultes ? »

LES AFFAIRES EN COURS

M. Loew, président de la Chambre criminelle, a transmis hier, dans l'après-midi, la procédure de révision à M. le procureur général Manau qui se trouve, en conséquence, officiellement saisi.

Le Temps ajoute, revenant sur la nouvelle qu'on avait donnée de la démission de M. Manau, que jamais le procureur général n'a songé un seul instant à abandonner son poste.

Un rédacteur de la *Liberté* s'est, à ce propos, rendu à l'imprimerie Nationale pour tâcher d'avoir quelques renseignements au sujet de l'impression de ces documents. Notre confrère n'a pu rencontrer le directeur, M. Christian, qui venait d'être mandé au ministère de la justice. Mais il a été reçu par un des fonctionnaires de l'imprimerie Nationale qui lui a déclaré qu'il ne savait rien, et que, d'ailleurs, il ne pourrait rien dire au sujet de cette affaire, étant tenu à la plus grande réserve, même sur les détails matériels les plus insignifiants.

M. Dumas, conseiller à la Cour de cassation, vient d'adresser à M. Mazeau, premier président de cette Cour, la lettre suivante :

Monsieur le premier président, J'ai l'honneur de vous remettre, avec un télégramme de mon beau-frère, M. Victor Valentin, le numéro du 11 février de l'*Avenir de Roubaix-Tourcoing*, et celui du 12 du même mois, du *Journal de Roubaix*.

Des renseignements que j'ai fournis à l'*Avenir*, et de la lettre de M. de Beaurepaire que publie le *Journal de Roubaix*, il résulte que le document que M. de Beaurepaire a tenu, malgré les observations de la Commission, à joindre à sa déposition, est l'œuvre d'un faussaire. Vous en déduirez sans doute, comme moi, cette conclusion qu'en déposant la prétendue lettre d'une personne de Roubaix à l'appui des accusations qu'il a portées contre moi, M. de Beaurepaire a commis un fait qui constitue l'usage d'un faux.

L'événement démontre qu'avant de livrer à la publicité un document qui tendait à déshonorer un magistrat, il eût été peut-être sage de la part de la Commission d'en vérifier l'authenticité, ou tout au moins de laisser au magistrat invité à s'expliquer le temps matériel de procéder lui-même à cette vérification.

Quoi qu'il en soit, je vous prie de joindre les documents ci-inclus aux pièces de l'enquête, et je demande que ces documents, qui sont un complément nécessaire de ma défense, soient imprimés et compris dans la distribution qui sera faite au Sénat, à l'occasion de l'examen du projet de loi que la Chambre des députés vient de voter.

Veuillez agréer, monsieur le premier président, l'hommage de mon respect.

M. DUMAS.

M. Quesnay de Beaurepaire a écrit hier au président de la Ligue de la patrie française, pour lui demander de l'admettre au nombre de ses adhérents de la Ligue.

On a un peu perdu de vue, au milieu de tous les événements qui viennent de se succéder, la question de règlement de juges dans les affaires qui concernent le lieutenant-colonel Picquart.

Cette question est cependant sur le point de recevoir une solution. M. Mimerel, avocat de M. Picquart, a terminé, en effet, l'étude du dossier, et l'on estime, à la Cour de cassation, que l'affaire pourra venir d'aujourd'hui en huit, après les débats sur la requête à fin de récusation du juge d'instruction Bertulus, introduite par M. Esterhazy devant la Chambre criminelle.

On mande de Cayenne au *Daily Telegraph* que le président de la Cour d'appel de La Guyane, de retour d'une visite à l'île du Diable, a déclaré que Dreyfus refusait de répondre à l'interrogatoire que lui a fait transmettre la Cour de cassation. Le prévenu dit que ses réponses ne sont pas transmises exactement. De son côté, le président a assuré que les réponses que lui a faites personnellement Dreyfus sont claires et précises et qu'elles jettent une véritable lumière sur l'affaire. Le *Daily Telegraph* ajoute que Dreyfus est en parfaite santé.

G. DAVENAY.

MOUVEMENT DIPLOMATIQUE

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, vient de faire signer les promotions et nominations suivantes dans le personnel diplomatique.

Ont été promus au grade de ministres plénipotentiaires de 1^{re} classe :

M. de Petitville, ministre à Sofia, et M. Philippe Crozier, chef du service du protocole.

M. Dumaine, ministre plénipotentiaire, sous-directeur du contentieux, est nommé sous-directeur du Nord et de l'Extrême-Orient, en remplacement de M. Jusserand.

M. Soulangue-Bodin, ministre plénipotentiaire, délégué du gouvernement français à la dette hellénique, est nommé sous-directeur du contentieux.

M. Alliez, secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe à Lisbonne, est délégué au contrôle de la dette hellénique en remplacement de M. Soulangue-Bodin.

M. Le Marchand, ministre plénipotentiaire, chef du service des nations étrangères à l'Exposition de 1900, est nommé sous-directeur adjoint à la direction politique.

M. François Arago, secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, est nommé chef du service des sections étrangères à l'Exposition de 1900.

M. de la Martinière, directeur honoraire du service des affaires indigènes, est nommé consul général et chargé des fonctions de premier secrétaire à Tanger.

M. Riffault, secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe au Caire, est chargé du consulat général de Budapest, en remplacement du comte de Turenne d'Ayngne, nommé ministre plénipotentiaire et chargé d'une mission en Europe.

M. Raymond Lecomte, 2^e secrétaire à Berlin, est nommé secrétaire de 1^{re} classe au Caire.

M. Fabre, secrétaire de 1^{re} classe, attaché à la direction politique, est nommé à Berlin.

M. Guio, consul de 1^{re} classe, est nommé secrétaire de 1^{re} classe et chargé des services de la Tunisie à la direction politique.

Sont nommés :

Secrétaire de 1^{re} classe à Lisbonne, M. d'Avril, secrétaire de 2^e classe à Madrid.

2^e secrétaire à Madrid, M. Rousseau, secrétaire de 2^e classe à Belgrade.

2^e secrétaire à Belgrade, M. Desportes de La Fosse, secrétaire de 2^e classe à Montevideo.

A Copenhague, M. de Margerie, secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, en remplacement de M. Prinet, nommé à l'administration centrale.

A Vienne, M. du Dresnay, secrétaire d'ambassade de 3^e classe à Tokio.

Sont nommés secrétaires d'ambassade de 3^e classe :

MM. Seydoux, à la direction politique; De Fleury, à Constantinople; De Seynes de Larlenque, à Berlin; De Soussay, à la direction politique; Allard de Châteauneuf, à Berne; Maréjols, à Rome; De Châteauneuf-Saint-Victor, à Santiago du Chili.

De Camberet, à Berlin; Picot, à Copenhague; Vicomte de Guichen, à Tokio.

Ajoutons, à propos de la nomination de M. Crozier, comme ministre plénipotentiaire de première classe, que cette promotion si justifiée ne conserve pas moins à M. Philippe Crozier les fonctions de chef du service du protocole dont il s'acquittait avec tant de tact et qui lui ont valu les sympathies de tous ceux qui ont, dans le monde diplomatique ou politique, été en rapport avec lui.

G. C.

Grains de bon sens

C'est une question que j'ai entendue plus d'une fois débattre. Il y a du pour et du contre. Voici les faits, tels qu'ils me sont contés par un homme très digne de foi :

« Dernièrement, me dit-il, je me présente chez le receveur de l'enregistrement de la petite ville que j'habite. Je venais y verser des droits de mutation dus au Trésor, par suite du décès d'un parent.

« J'avais devant moi, au guichet, un bon villageois qui était venu pour un semblable motif. Il versa 4 fr. 50, et comme il réclamait un reçu, on le pria, sans autre explication, de repasser dans quelques jours.

« Vous voyez d'ici le malheureux, obligé de faire peut-être 25 kilomètres pour venir chercher un reçu de 4 fr. 50.

« Il sortit sans souffler mot. Les braves paysans sont timides devant un employé de l'Etat; ils n'osent élever aucune réclamation, et s'en vont, courbant l'échine.

« A mon tour, je me présentai. J'avais à verser 200 francs environ. Je le fis et je réclamai un reçu.

« Vous repasserez, me dit-on comme on avait dit à l'autre.

« J'insistai. Je fis observer qu'on devait me donner un reçu de la somme en question, pour constater que j'avais acquitté les droits dus au Trésor, avant la date passée laquelle l'Etat aurait pu me les doubler.

« La réponse me semblait péremptoire.

« L'employé, sur un ton aigre-doux, m'expliqua qu'il ne pouvait me donner un reçu, parce qu'il ignorait si ma déclaration de succession était sincère, faite dans les règles voulues, et si j'en avais rien omis des taxes dues à l'administration.

« Voilà, répondis-je, qui est un peu fort ! Vous n'avez pas confiance en moi et vous voulez que j'en aie en vous. Vous n'admettez pas la sincérité du déclarant, et je suis obligé, moi, de me contenter de votre parole ! Mais au moins, ajoutai-je, livrez-moi un reçu provisoire constatant qu'à telle date il est sorti de ma poche 200 francs pour entrer dans votre caisse.

« L'agent de l'administration me regarda de très haut :

« Ah ça, monsieur ! me dit-il d'un ton rogue, vous imaginez-vous que je vais me sauver avec cette caisse ?

« Je ne m'imagine rien. Je vous crois le plus honnête homme du monde. Il y a eu, sans doute, dans toutes les administrations, même dans la vôtre, plus d'un employé prévaricateur ; mais je ne m'arrête point à cette supposition. Non, je suis convaincu que vous n'avez aucune envie de m'étrangler mes 200 francs. Vous êtes mortel, cependant, comme je le suis moi-même. Il peut se faire qu'à ce moment même où je vais vous quitter, vous soyez frappé d'une bonne attaque d'apoplexie.

« Ce sont là, monsieur, de bien fades plaisanteries !

« Il n'y a pas dans ma réclamation ombre de plaisanterie. Je verse 200 francs. Je ne demande pas un reçu qui me libère devant le fisc ; je demande un reçu de ce que j'ai donné, un reçu provisoire.

« Monsieur, interrompit majestueusement le préposé, l'administration ne donne jamais — entendez-vous, jamais ! — de reçu provisoire.

« Et je m'en allai sans mon reçu. »

Francisque Sarcey.

LA JOURNÉE

Mardi 14 février

Sports : Poule de juniors, à la salle Gabriel (40 h. du matin, rue Hippolyte-Lébas, 12).

Dans les églises : Messe de clôture de l'octave solennelle de réparation par Mgr Richard (8 h. 1/2 du matin, chapelle de l'Adoration réparatrice, rue d'Ulm, 39). — Pèlerinage annuel au sanctuaire de saint Véronique à Pomponne.

A l'église russe : Service pour la Présentation de la Vierge (11 h.).

L'enseignement secondaire : Réunion, au collège Rollin, des professeurs des lycées et collèges de l'Académie de Paris au sujet de l'enquête ouverte à la Chambre sur l'enseignement secondaire (9 h.).

La charité : Grande fête au profit des Conférences de Saint-Vincent-de-Paul (2 h., Cercle catholique de la rue du Luxembourg, 18).

Le Monde et la Vie

SALONS

— C'est le jeudi 23 février qu'aura lieu le premier grand bal à l'Elysée. On agrandit en premier l'antichambre, qui sera transformée en vestiaire, et on couvre le perron du jardin pour en faire une galerie qui sera décorée des fameux Gobelins appartenant à la série des « Don Quichotte ».

— Mme Delcassé, femme du ministre des affaires étrangères, ne recevra pas aujourd'hui.

— Tasse de thé chez Mme Charpentier, la femme du sympathique éditeur, les mercredis 15 février et 1^{er} mars, et les 12 et 26 mars.

— Mme Gaston Pineau, femme de l'avoué bien connu, recevra le samedi 13 février dans ses salons de la rue des Capucines. On jouera une revue.

— Le samedi 25 février soirée musicale chez M. et Mme Escalati, pour l'audition de leurs élèves dans les œuvres et sous la présidence de Théodore Dubois.

— Mme Burrows a donné hier une intéressante soirée musicale, dans ses salons de l'avenue Kléber. Grand succès pour la baronne Favrot de Kerbrech et la baronne de Reinitz, qui ont chanté à ravir, et pour Mme Génia

Lioubow, l'étonnante chiromancienne russe. Parmi les assistants :

Mmes de Hegermann Lindenerode, de Werth, Dörfler, de Hirsch, König, comtesse Soltyk, MM. Bonberg, etc.

— La première matinée donnée, avant-hier, par Mme Alfred Reidinger, dans ses salons de la rue de Monceau, a été très brillante. Au programme : M. et Mme Clampi, Mlle Arbel, et une suite de danses Louis XV chantées par Mlle Micheline et dansées par Mlle Duval, avec musique de Gaston Lemaire qui tenait lui-même le piano. Mme Otto Hecht et Mlle Reidinger, ont délicieusement joué une *Réverie* de Viçieux, pour piano et violon. Puis on a fait quelques tours de valse, et on a terminé par un cotillon improvisé, plein d'entrain et de gaieté.

— Très belle matinée musicale chez Mme Emilie Leroux, pour l'audition des élèves de son cours de chant, qui ont fait honneur à l'excellent professeur. Dans la seconde partie du programme, on a beaucoup applaudi les œuvres du comte de Fontenailles, interprétées à merveille par la maîtresse de maison, Mmes Saulnier, Guet, M. Hardy, M. Millot, et Parent. L'auteur tenait le piano d'accompagnement.

— Bal de garçon à Compiegne dans la nouvelle salle de la Société de Sport où se trouvaient réunis les jeunes ménages de la ville et de la garnison. Reconnus :

Prince et princesse Rogation de Lucinge-Fancigny, vicomte de Beaufort, comte et comtesse de Rohan-Chabot, comte et comtesse de Lesdrang, vicomte de Léon, comte de Beauregard, et Mme Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte et comtesse de Lamoignon, le lieutenant et Mme de Guiryo, baron et baronne Van de Wynckle, lieutenant et Mme Rivière, M. et Mme Delagrè, comte et comtesse de Quénetain, comte de Marigny, comte de Lamoignon, lieutenant et Mme de Saint-Clair, baron et baronne Fain, comte et comtesse du Bouchage, comte et comtesse de Maille, M. et Mme La Perche, Mlle Barrière, le lieutenant et Mme Gossart, comte

comme moi à Brunswick, peuvent l'affirmer. J'ai donc le droit de retourner contre vous la félicité que vous voulez m'offrir et de dire que c'est vous qui, abusant du droit de la force et sûr à ce moment de l'impunité, avez manqué à l'honneur en me calomniant. Que les hommes de cœur nous jugent ! Et à vous, général, de décider, après la lecture de cette lettre, si votre grandeur vous attache au rivage.

Napoléon-Charles BONAPARTE.

Le général de Falkenstein ne releva pas ce défi du prince Charles Bonaparte.

* La Revue des revues commence une série d'articles de M. F. Mur, ancien sous-commissaire de marine, sur les Européens à Siam. Il y a à quelques détails sur un ancien cuisinier français, Lamache, qui ne manquait pas de piquant. Il ne savait ni lire ni écrire et, poussé par ses goûts d'aventures, il arriva en 1850 à Siam, où il devint général.

Peu enthousiaste de ses fourneaux, il monta un magasin à Bangkok, où il vendait des objets aux riches siamois et à la Cour. Le Roi ayant appris que Lamache avait jadis été soldat en France, lui proposa d'entrer dans son armée.

Lamache accepta, mais à la condition expresse qu'il ne porterait jamais les armes contre sa patrie. Il s'occupa avec tant d'amour-propre de ses nouvelles fonctions que ses miliciens, incapables jusque-là de tenir convenablement une arme, devinrent des soldats passables. Mahachulalongkorn, enthousiasmé par Lamache, le nomma général en chef de son armée. Aucune expédition ne fut dès lors entreprise sans l'avis de l'ex-cuisinier dont l'influence devint considérable à la Cour. Jamais ses compatriotes ne s'adressèrent inutilement à lui. Son crédit et sa bourse étaient à leur service. Sa maison leur était ouverte et se faisait lorsqu'un nouvel arrivant n'osait descendre chez lui ; il allait immédiatement le chercher à son hôtel.

Sur sa demande, les troupes avaient reçu un uniforme presque semblable à celui de notre infanterie ; les manœuvres s'exécutaient à la française et c'était en notre langue que se faisaient les commandements. Plusieurs de ses officiers, d'ailleurs, étaient français, car Lamache proposait toujours au Roi quelque'un de ses compatriotes, lorsqu'il voyait un poste vacant soit à la Cour soit dans l'armée.

Après 1870, le général Lamache fut destitué, de même que tous les officiers et fonctionnaires d'origine française. Peu de temps après, ruiné, il mourut de chagrin, laissant une veuve et cinq filles, qui constituaient à l'heure qu'il est le seul élément féminin français à Bangkok.

Le Liseur.

M. HENRI ROCHFORD A ALGER

(Par dépêche de notre correspondant particulier) Alger, 13 février.

Fidèle à son programme d'excursionnisme, M. Henri Rochford, accompagné de Max Régis, est parti dans la soirée d'hier pour Blida, emmenant son personnel domestique. La petite caravane a pris gîte à l'hôtel d'Orient, après quoi elle s'est rendue aux gorges de la Chiffa, dont les sites merveilleux furent longtemps admirés. Que les Parisiens du boulevard qui voient déjà Rochford à dos de chameau en route pour le Sahara se rassurent, le retour à Alger aura lieu ce soir, précédant de quelques heures seulement le retour en France.

A la veille du départ de M. Rochford, dont la présence à Alger créa un malaise qui n'avait été provoqué par aucun autre, il m'a paru intéressant de demander à quelques personnalités de différents corps élus du barreau, du journalisme et du commerce, prises dans tous les milieux politiques, leurs impressions sur ce voyage et, les conséquences qu'elles en auguraient au point de vue des intérêts algériens. Voici les résultats de cette consultation :

M. Broussais, doyen de l'ordre des avocats, président du Conseil général, craint que les manifestations en sens divers qui se sont produites le jour de l'arrivée de Rochford, ne soient encore défavorablement interprétées contre les Algériens par l'opinion métropolitaine :

En tout cas, dit M. Broussais dans un élan d'optimisme, Rochford pourra parler d'Alger et de ses environs avec l'enthousiasme que lui laissera le souvenir de notre beau ciel. Il sera devenu un ami du pays. J'espère qu'il se montrera à l'avenir plus juste pour nos colons et moins disposé à ne voir dans les indigènes que des victimes ou des héros.

M. Broussais flirte jadis avec l'antisémitisme et il continue. Passons à M. Tachet, doublement président du syndicat commercial et du Comité d'hiver-nage :

Si Rochford était venu à Alger en simple touriste, il eût été accueilli avec courtoisie par tous les partis, désireux de l'éclairer sur les questions économiques qui se rattachent à l'agriculture, au commerce et à l'industrie, dont l'intérêt est si méconnu en France. Nous aurions eu peut-être alors un défenseur convaincu.

M. Daniel Saurin, qui fit tout récemment une conférence à Paris et touche à la fois au barreau, au Conseil général, au journalisme et à Max Régis lui-même, voit en Rochford le parfait professeur de révolution française pour l'Algérie encore ecclésiastique :

Rochford n'a aucun caractère officiel ; il n'est ni député ni sénateur ; il ne représente donc ni une circonscription étroite ni tel ou tel parti politique à l'exclusion des autres. C'est précisément là ce qui nous fait attribuer à son voyage, à sa sympathie, une importance que la métropole ne comprend pas. À tort ou à raison, Rochford symbolise pour nous l'opinion française, l'opinion agissante et quel quefois révoltée. L'Algérie, à la fois agissante et révoltée contre les colonies ou les ignorances officielles, lui devait certainement l'accueil que nous lui avons fait.

Le directeur du *Télégramme*, M. Laurens, qui créa un parti antijuif dissident en menant une inflexible campagne contre Max Régis et ses amis, est beaucoup plus dur.

Rochford quittera Alger ignorant comme au jour de son arrivée des questions algériennes les plus simples. Il en parlera cependant ; il en parlera peut-être même beaucoup, et comme son bagage sera celui d'un hiver-nageur qui juge de la colonisation en visitant la Casbah, il sera pour notre colonie un allié beaucoup plus dangereux qu'utile. Quant à l'antisémitisme algérien, il ne gagnera rien à avoir pour défenseur le sempiternel conspirateur qu'est M. de Lucay (sic).

De M. Pradelle, maire de Mustapha :

Le bruit fait autour du voyage de Rochford n'a produit qu'un effet : discréditer M. Max Régis, former des ligues françaises et antijuives qui entendent faire respecter le pays. Les Algériens se sentent trahis, et le séjour en France ne leur inspire que de la haine. Au point de vue antijuif, l'expédition de Rochford a été un insuccès, et ce de-

nier en voudra certainement à M. Régis de l'avoir embarqué dans la galère algérienne.

Enfin, de M. Hotel, président du Consistoire, cette réponse documentée :

L'arrivée et le séjour à Alger de Rochford et Cie ont servi : 1° à ajouter au discrédit de Max Régis ; 2° à réveiller nombre de républicains de leur coupable torpeur ; 3° à concilier au gouvernement de nouvelles sympathies ; 4° à augmenter l'insolence et les appétits des Arabes et de la tourbe cosmopolite.

On chercherait vain, parmi ces déclarations écrites sur les inspirations des plus diverses, la note enthousiaste. Il est permis d'en conclure que le voyage de M. Rochford à Alger n'a pas donné les résultats que le parti antisémite en attendait.

R. Marie-Lefebvre.

NOTES D'UN PARISIEN

J'ai constaté avec plaisir que le lundi de carnaval, il y a à tréve de confetti. On finit par se lasser des meilleures choses, et il était vraiment bien juste qu'entre les deux terribles journées du dimanche et du mardi, on laissât un peu de répit aux gens pour qui le carnaval n'a plus d'attrait. Ce n'est guère que cette année, d'ailleurs, qu'ils ont obtenu cette concession. Je me souviens que l'an passé le supplice se prolongea trois jours durant, et que le lundi fut consacré, lui aussi, aux confettis et aux serpents.

C'est, chez nous, une tendance à toujours transformer en abus ce qui n'est, en somme, qu'une tolérance. Rappelez-vous les baraquons du jour de l'an, qui, primitivement, ne duraient que deux ou trois jours, et qui ont fini par durer une semaine et même quinze jours. Le public, très bon enfant, n'y prend pas garde, et il supporte avec philosophie cette gêne. Après tout, en se serrant un peu, le boulevard est encore assez large pour qu'on puisse passer.

Mais les confettis sont bien plus encombrants. On peut éviter les baraquons ; on n'évite pas les confettis. C'est même quand on cherche à les éviter qu'ils vous poursuivent avec le plus d'acharnement. C'est donc bien le moins que ce féau n'ait qu'un temps, et qu'on ne lui permette pas de sévir en dehors du carnaval. Les choses en étaient arrivées à un tel point qu'il ne pouvait plus y avoir une fête quelconque sans qu'on sortît les confettis, et les serpents. On y a mis heureusement bon ordre, et il faut féliciter l'administration de nous avoir rendu notre lundi. Un jour sur les trois, ce n'est pas trop. Le bon public, d'ailleurs, si tolérant qu'il soit, aurait fini par se fatiguer. Le dimanche et le mardi, hélas ! mais le lundi et autres jours, holda !...

E.

LE SÉNAT

La séance s'est passée à attendre un incident qui ne s'est pas produit.

Le gouvernement dépose, au début de la journée, la loi de dessaisissement votée par la Chambre et comme, contrairement à ce qu'on avait cru, il n'invie pas les sénateurs à élire immédiatement la Commission qui l'examinera, M. Le Provost de Launay crie, de sa place : « Décidément, vous n'êtes pas pressés ! »

Puis, on le voit descendre de sa banquette, se diriger vers les ministres, dont les voisins entendent ce bref colloque : — Pourquoi ne demandez-vous pas qu'on suspende la séance pour nommer la Commission ?

— Parce qu'un échec est à craindre. Quelques minutes plus tard, MM. Charles Dupuy et Lebret se retirent ; peu après, le garde des sceaux revient, et l'on assure qu'il va prier le Sénat de désigner sans plus tarder les commissaires.

On attend... Rien ! Et la séance se vide. Elle se remplit à moitié sur le bruit que M. Bisseuil va faire enfin la motion annoncée.

Mais M. Bisseuil ne bronche pas, et le Sénat décide, en réglant son ordre du jour, qu'il nommera jeudi prochain, avant la séance, la Commission de dessaisissement.

Pendant ces allées et venues, des orateurs aphones prononcent, en guise d'intermède, de vagues discours, que personne n'écoute, sur la nouvelle évaluation de la propriété non bâtie.

P. B.

Autour des Chambres

Les sénateurs et la loi de dessaisissement

Comme on s'attendait à un incident de séance sur la nomination plus ou moins prochaine de la Commission de dessaisissement, les sénateurs étaient venus en grand nombre : les uns, résolus à combattre l'élection immédiate ; les autres, disposés à soutenir les ministres s'ils la réclamaient. Ceux-ci et ceux-là se sont dérangés inutilement.

Qu'advient-il de la loi ? Les avis diffèrent et, dans les deux camps, on se dit sûr de vaincre. Les amis du premier degré promettent quarante voix de majorité au gouvernement ; de plus modestes se restreignent à dix. En réalité, tout semble dépendre du chiffre des abstentions.

A l'heure actuelle, partisans et adversaires de la loi disposent de forces sensiblement égales, et, si la balance penche d'un côté, ce n'est pas encore le plateau du gouvernement qui l'emporte.

La discussion sera longue, rude et serrée. Le meilleur alibi du cabinet est encore cette crainte d'un conflit qui ses fidèles défenseurs exploitent ; quant à la menace d'une crise, elle laisse les sénateurs indifférents et froids. A l'un des amis du ministère, qui répétait, peut-être avec trop d'obstination : « Ce serait un malheur ! » un sceptique a répondu : « J'en doute. » Et comme l'autre insistait : « Je me souviens, riposta ce stoïcien qui supporte avec une grande fermeté le mal d'autrui, d'un mot qui courut vers la fin de l'Empire. On racontait alors que le prince impérial ayant posé cette question : « Quelle différence y a-t-il entre un malheur et un accident ? » reçut cette réponse : « Si votre père venait à mourir, ce serait un malheur ; mais si c'était votre oncle, ce ne serait qu'un accident. » Eh bien ! mon cher collègue, il en serait de la chute du cabinet comme de la mort de l'oncle. »

On pourrait en conclure que M. Charles Dupuy n'est pas précisément populaire au Luxembourg ; on peut affirmer sans crainte que M. Lebret y manque de pres-

tige. « Je l'ai connu autrefois, disait un frondeur, mais il s'appelait Bourbonnau. »

Dans les mêmes milieux, MM. Quinquay de Beaurepaire et Mazeau ne jouissent pas non plus de sympathies exagérées.

Les ministres feront sagement de ne pas trop insister sur le réquisitoire de l'un et sur l'avis de l'autre. Ils n'auraient pas moins tort de rééditer au Luxembourg, les arguments qui ont paru décisifs au Palais-Bourbon. Si, par exemple, le garde des sceaux invoque des considérations purement électorales, il produira un effet plutôt fâcheux, et si le président du Conseil veut démontrer qu'une loi d'exception n'est pas une loi exceptionnelle, parce que la situation est exceptionnelle, il rencontrera une grande incertitude. Une certaine dialectique, très suffisante pour la Chambre, paraîtra subalterne au Sénat.

Les ministres devront s'armer de raisons plus fortes s'ils veulent obtenir un nombre d'abstentions qui leur assure la victoire.

Paul Bosq.

LES COLONIES

NOUVELLES D'AFRIQUE

Le dernier courrier de la côte occidentale d'Afrique a apporté d'intéressantes nouvelles de nos possessions. Au Congo, le pays est tranquille ; on signale seulement quelques escarmouches avec les Pahouins qui avancent toujours du côté du littoral.

Au Dahomey, le commerce se développe lentement. Le commandant Plé, chargé de la délimitation de la frontière entre le Dahomey et le Togo allemand, aurait quelques difficultés avec les commissaires allemands.

À la Côte d'Ivoire, les choses ne vont pas sans encombre. La mission Hou-daille, partie de Grand-Bassam dans les premiers jours de janvier, a dû rebrousser chemin devant l'hostilité de certaines tribus. Dans la colonie, on estime nécessaire de traiter énergiquement les rebelles, dont les trop longues agitations menacent la tranquillité et même la sécurité du pays.

On a de bonnes nouvelles de la mission Fourau-Lamy, qui, comme on le sait, veut traverser le Sahara en venant d'Algérie. Le 20 décembre 1898, cette mission se trouvait sur le point d'arriver à la ligne de partage des eaux entre la Méditerranée et le golfe de Guinée. A ce moment, la mission avait déjà parcouru 1,500 kilomètres à vol d'oiseau depuis son départ de Biskra. Si aucun obstacle ne s'est produit, elle doit avoir déjà atteint l'Aïr, ayant parcouru, par les puits d'Issala, la route de Ghat, suivie en 1850 par Barth et en 1877 par Erwin de Bary. C'est à Bir-el-Gharameh, dans l'Aïr, que fut tué le colonel Flatters avec presque toute sa mission, en février 1881.

Dans une récente conférence à l'Ecole coloniale, M. Bobichon, administrateur colonial, a exposé combien fut difficile à organiser le service de ravitaillement de la mission Marchand, les provisions de vivres traversant tout le continent, depuis l'Atlantique jusqu'à l'Haut-Oubanghi. Le convoi comprenait 42,000 caisses représentant un poids d'environ 350,000 kilos. Il fallut utiliser 2,200 pieuvres et solder 50,000 journées de payeurs. Grâce aux mesures prises par M. Bobichon et ses compagnons, MM. Bruel et Le Maréchal, tout se passa bien. On ne saura jamais assez ce que les notes ont coûté d'énergie et d'efforts pour assurer le succès de cette glorieuse, mais inutile mission Marchand.

Pour faire sans bruit des expéditions coloniales, nos voisins de l'autre côté de la Manche n'en éprouvent pas moins de graves difficultés. L'an dernier, on le sait, le major Mac Donald eut à réprimer des mouvements de rebelles dans l'Ouganda. L'expédition dura du 24 mai au 10 novembre. Elle infligea un châtiment sévère aux rebelles, mais les troupes anglaises eurent, elles aussi, à subir des pertes sérieuses, savoir : 280 tués et 555 blessés. Sur ces chiffres, les soldats réguliers anglais entraient pour 31 tués et 53 blessés.

Intérim.

TERRASSEMENTS & ÉPIDÉMIES

La Société de désinfection, 14, rue des Pyramides, combat l'épidémie que distille l'eau contaminée, et qui couve sous les travaux de terrassement. Elle seule désinfecte les habitations, les effets, la literie, etc., par les vapeurs sèches de « formol-chlorol » (procédé Trillat). Son usine modèle de Courbevoie lui permet de rendre les matelas refaits et le linge blanchi. Ne pas confondre son procédé avec le procédé au sublimé qui détériore tout.

LE MONDE RELIGIEUX

L'installation de M. l'abbé Schœpfer à la cure de Saint-Pierre du Gros-Cailhou aura lieu le 20 février, à deux heures.

La cérémonie sera présidée par M. l'abbé Gardey, vicaire général, curé de Sainte-Clotilde, qui prononcera le discours d'usage.

Julien de Narfon.

SAUVETAGES EN MER

Les tempêtes qui cet hiver ont été si fréquentes et si violentes sur nos côtes donnent malheureusement de l'actualité aux *Annales du sauvetage maritime* que publie la Société de sauvetage des naufragés. Ces annales contiennent des récits d'une lecture attachante. Ce sont des rapports venus des stations du littoral sur les actes de dévouement auxquels ont donné lieu les récentes tempêtes.

Pendant le dernier trimestre, les équipages des canots de la Société ont effectué quinze sorties de jour et quatorze de nuit, ayant à lutter contre un vent furieux et une mer démontée. Ils ont ainsi arraché à la mer cent cinquante naufragés.

Les douaniers, ont sauvé, de leur côté, soixante-trois personnes avec les canons porte-amarres et les autres engins qui leur sont confiés.

La Société en question a reçu certaines donations importantes qui lui ont permis de faire beaucoup déjà. Mais il lui reste encore bien des centres de sauvetage à créer. Et nous nous plaignons à signaler le fait à nos lecteurs. Toute personne qui adressera la demande du dernier fascicule des *Annales* au siège de la Société, 1, rue de Bourgogne, le recevra gratuitement.

Maro Landry.

Nouvelles Diverses

LA CHARITÉ

Nous avons reçu pour les infortunes recommandées par le *Figaro* : Gaston et Carlo, pour Mme Genest, 40 francs. — Une ancienne élève, pour Mme Magnan, 20 francs. — Mme L. M. (pour Mme Genest), 20 francs ; pour Louis Daguin, 40 francs ; pour la famille Bau, 40 francs, 40 francs.

LE CRIME DE PANTIN

M. le juge d'instruction Lemerrier poursuit son information au sujet de l'assassinat de Jose San-Pedro. Il a entendu, hier, plusieurs témoins dont les dépositions laissent présumer que le ou les véritables assassins ne manquent pas de tomber entre ses mains, tout prochainement. Du moins, M. Lemerrier semble en être très intimement persuadé et, en général, il ne se trompe guère.

Un nouvel examen, très approfondi, du corps de la victime a été fait hier, après midi, à la Morgue. Le docteur Thoinot a démontré que San-Pedro, dit Villacampa, a été tué, une ou deux heures après son dîner. On a trouvé, en effet, dans l'estomac, des haricots non digérés, ainsi que d'autres aliments dont la malaxation est peu difficile.

Le lendemain même de la découverte du crime, nous disions que le ou les assassins avaient recouvert le cadavre trouvé dans le garage, d'une couche de paille. L'information du juge abonde en notre sens, et il paraît dès maintenant établi que San-Pedro a été assassiné dans un endroit tout autre que celui où son cadavre a été découvert. De plus, il lui a été dérobé cinquante francs, et l'un des assassins présumés a payé le lendemain du crime un billet d'une somme égale.

Les blessures de la figure sont en voie de cicatrisation. Les contusions sur les diverses parties du corps sont moins douloureuses.

Le sabre arraché au sous-brigadier par les agresseurs a été retrouvé hier matin par un égoûtier dans l'égoût de la rue Drouot, en face du n° 49. Il a été remis à M. Naudet, officier de paix.

UN TRISTE MARI

La patience et l'aménité ne sont pas les qualités dominantes d'André Bret, bien au contraire. A jeun, il supporte encore assez volontiers la contradiction, mais aussitôt qu'il a, suivant son expression, un « coup de sirup » dans la tête, il n'admet pas la plus petite observation, surtout quand elle lui vient de sa femme.

Hier, Bret, qui a trente-huit ans et est ouvrier mécanicien, avait passé la soirée à boire, avec des amis, dans un débit de vins du quartier Clignancourt. Quand il rentra chez lui, vers minuit, rue Ordener, il n'avait plus la plénitude de sa raison. Imprudemment, sa femme lui reprocha l'état dans lequel il s'était mis.

— Tais-toi, lui dit-il, tout en se déshabillant, va te regarder pas, dors. Les excitations de la soirée ont ébranlé son équilibre. Mal lui en prit. Bret saisit la cuvette et la cassa sur la tête de la malheureuse ; il lui brisa la mâchoire et lui fractura le crâne. Il l'aurait certainement achevée, dans sa fureur de brute avinée, sans l'intervention des voisins.

Mme Bret a été transportée à l'hôpital Bichat, d'où elle ne peut être sauvée. Ce triste mari a été arrêté et mis à la disposition du Parquet.

SUICIDE

M. Peschard, commissaire de police du quartier Gallien, a procédé hier aux constatations légales d'un suicide accompli dans des circonstances épouvantables. Voici les faits :

Le mari d'une couturière connue, M. Albert, demeurant 7, rue Daunou, et souffrant depuis longtemps d'une maladie nerveuse qui lui occasionnait de graves troubles cérébraux, souffrait de sa suocidie en abasourdi par le poison. Il s'échappa à la mort, grâce aux soins immédiats qui lui furent donnés.

Hier, il s'est tiré un coup de revolver dans la région du cœur et trouvant que sa mort se faisait trop longtemps attendre il a aggravié sa blessure à l'aide d'un couteau. Malade, il mourut dans la nuit, épuisé et désolé d'en finir. Il s'est ouvert les veines des deux bras et s'est plongé dans la gorge la lame d'un canif. Cette fois, malgré tous les soins du docteur Petrovitch le malheureux a rendu le dernier soupir.

UN JALOUX

Un nommé Edmond-Charles Japin, âgé de quarante-cinq ans, demeurant à Levallois-Perret, rue Marjolin, a été arrêté, avant-hier soir, à son domicile, par M. Boutin, commissaire de police, et envoyé au Dépôt sous inculpation de tentative de meurtre.

Japin avait pour maîtresse une nommée Marguerite Meier, âgée de vingt ans, blanchisseuse. La grande différence d'âge existant entre eux, avait souvent provoqué de violentes discussions dans ce faux ménage. Japin, d'un naturel très jaloux, s'imaginait que sa maîtresse ne lui était pas fidèle et, à plusieurs reprises, il lui avait fait des menaces de mort.

Dans la soirée d'hier, vers neuf heures, Japin, à la suite d'une scène de jalousie, a frappé la malheureuse femme de deux coups de couteau au sein gauche. Attirés par les appels de la victime, des voisins sont accourus, et, après avoir, non sans peine, désarmé le meurtrier, ils l'ont remis entre les mains de la police.

Marguerite Meier a reçu les soins d'un médecin, puis, comme son état est très grave, on l'a transportée à l'hôpital Beaujon.

STIMULANT ET NUTRITIF

On a dit que c'est au café que revient l'honneur d'avoir développé l'esprit français au dix-neuvième siècle.

Le nôtre, plus positif et plus affiné, a besoin d'un stimulant qui soit en même temps un nutritif.

Aussi est-ce au Cacao Van Houten qu'il s'adresse ; l'homme de lettres comme le sportif, man y trouve la réparation de ses forces et la satisfaction de son goût.

Le Cacao Van Houten, en effet, unit dans une parfaite mesure la quantité de substances grasses et azotées que réclame l'organisme pour assurer la complète assimilation et tonifier l'estomac sans le fatiguer.

M. B... âgé de soixante-dix ans, rentier, décédait il y a quelques jours à son domicile, rue de La Chapelle. Il avait succombé aux suites d'une fluxion de poitrine.

Après le décès, les héritiers ayant constaté la disparition de 50,000 francs de titres, existant au Parquet et sur les instructions de M. Huot, juge d'instruction, une enquête fut ouverte par M. Martin, commissaire de police aux délégations judiciaires.

Ce magistrat apprit que les valeurs se trouvaient chez un homme d'affaires de la rue Turbigo. Celui-ci, mis en demeure de s'expliquer sur la possession de ces titres, déclara qu'il lui avait été confiés par Mme C..., ancienne gouvernante du défunt.

Les valeurs furent saisies et Mme C... vint d'être appelée chez M. Martin auquel elle a dit que les titres lui avaient été donnés, de la main à la main, par M. B... quelques jours avant sa mort.

L'affaire suit son cours.

Conseil pratique

Puisqu'on a d'assez mauvaises nouvelles de l'Avre et que d'autre part beaucoup de sources sont suspectes, reportons notre pensée vers les eaux bienfaisantes que la Compagnie de Vichy-Etat a répandues dans toutes les régions civilisées. Les Célestins, notamment, constituent une boisson admirable, et la demi-Célestins, qu'on peut demander dans tous les restaurants, est absolument indiquée pour les personnes qui mangent seules.

Jean de Paris.

Mémoire. — Des marins ont retiré, hier matin, de la Seine, le cadavre d'une femme ayant séjourné plusieurs mois dans l'eau. L'identité n'a pu être établie. Le corps a été transporté à la Morgue.

J. de P.

AVIS DIVERS

CHEVEUX BLANCS reprennent nuance primitive, en une seule application, avec la BISMUTHINE inoffensive, nouvelle, de la Parfumerie Exotique, 35, rue du 4-Septembre. 6 fr., mandat 6 fr. 85. — Indiquer nuance.

PAIN GRILLÉ JACQUET, 92, rue Richelieu

VELOUTINE, poudre de riz spéciale préparée par CH. FAY, 9, r. de la Paix, Paris

LES TABLETTES CHOCOLATÉES DE TANNATE D'OREXINE sont souveraines pour stimuler les fonctions de l'estomac, valent la dyspepsie et réveillent les appétits les plus récalcitrants. Pharmacie Normale, rue Drouot.

LA CONVALESCENCE des maladies graves se fait souvent pire que ces maladies, si l'on n'avait à sa disposition le Vin de Peptone de Chateaufort, qui contient, par verre à Bordeaux, 10 grammes de viande de bœuf et permet de nourrir, sans le secours d'aucun autre aliment, les malades privés d'appétit, ou incapables de supporter la plus légère alimentation.

TEINT FRAIS par l'emploi bienfaisant de LA ROSE ORKIDIA, 5 fr., franco 5 fr. 85, et la Poudre ORKIDEE, 3 francs, franco 3 francs 50. — LENTHERIC, Paris.

SI VOUS VOLEZ BIEN VOUS PORTER, lisez le *Journal de la Santé*, hebdomadaire. Abonnement 6 fr. par an, 15, bd Bonne-Nouvelle, Paris

EN FAISANT repousser, en brunissant vos cils et vos sourcils, la *Sève soyeuse* de la Parfumerie Ninon, 31, rue du 4-Septembre, donne à vos yeux des regards de feu.

Gazette des Tribunaux

COUR D'ASSISES : L'affaire Philibert Roger.

Tout ce qui touche à l'affaire Dreyfus prend immédiatement une envergure extraordinaire.

C'est à ce phénomène de grossissement qu'il faut attribuer, j'imagine, le relief du procès assez banal auquel la Cour d'assises de la Seine a consacré son lundi gras.

Dans la soirée du 13 septembre, vers dix heures et demie, M. Philibert Roger, rédacteur du journal dreyfusiste la *Grande Bataille*, était à moitié assommé, rue Saint-Marc, par trois individus qui se ruèrent sur lui par derrière, le renversèrent, et le rouèrent de coups de pied et de coups de poing.

Un ami et une dame qui accompagnaient M. Philibert Roger, M. Amiot, artiste dramatique, et Mme Denis, essayèrent vainement de le protéger et reçurent leur bonne part des coups.

M. Philibert Roger est resté près d'un mois malade, et ses agresseurs comparurent aujourd'hui devant le jury.

Il est trois, comme je viens de le dire, trois jeunes gens armés aussi peu recommandables les uns que les autres, des camelots, moitié crieurs de journaux, moitié vendeurs des Halles, dont l'ainé n'a pas vingt-cinq ans.

Voici le chef, un nommé Rinder, un gros garçon bavard comme une pie, bouffi de vanité et qui prend à chaque instant des attitudes de vengeur. Joli sujet qui s'est déjà fait condamner en Suisse pour immoralité et en Tunisie pour rébellion au cours d'une bagarre antisémite.

Quelques mois avant l'agression de la rue Saint-Marc, ce Rinder avait été recommandé à M. Jules Guérin, rédacteur en chef de l'*Antijuif*, qui l'employait comme garçon de bureau dans son journal et lui payait sa chambre.

Le premier acolyte de Rinder est un nommé Guichard, condamné dix-sept fois, dont deux

AVIS FINANCIERS

AVIS AUX OBLIGATAIRES

Obligations 4 0/0 de la Société du Grand-Hôtel.
Les porteurs d'obligations 4 0/0 de la Société du Grand-Hôtel, sont informés qu'il sera procédé, le mercredi 17 mars 1899, à 3 h. 1/2, en séance publique, au Grand-Hôtel, 12 boulevard des Capucines, Paris, au tirage au sort des 38 obligations remboursables au pair le 1^{er} avril prochain, moins les impôts résultant des lois de finances.

COMMISSAIRES-PRISEURS

A ces Annonces est appliqué un Tarif dégressif, dont les prix diminuent en raison de l'importance des oraisons.

AVIS

Expositions et Ventes

VENTE PAR SUITE DU DÉPART DE M. P. N. N. En son Hôtel

RUE JULIETTE-LAMBER, N° 38

Les lundi 20 et mardi 21 février 1899, à 2 heures

MOBILIER ARTISTIQUE

ANCIEN ET NOUVEAU

TABLEAUX — Dessins — Gravures

OBJETS D'ART

BELLES TAPISSERIES — Tapis d'orient

M. G. DUCHESNE, ex-¹ M. A. BLOCHE, expert

6, rue de Hanovre, 28, rue de Châteaudun

Expositions : Particulière, samedi 18, (de 1 h. à 5 h.)

Publique, dimanche 19, (de 1 h. à 5 h.)

VENTES ET LOCATIONS

Paris

G. APPART, av. BOSQUET, n° 15, Ascens., téléph., etc. S'adr. sur les lieux.

LOUER, rue de Paris, 25, G. APP. dans partie d'hôtel, grandes dépendances, eau, gaz, Ascenseur, écurie, remise, etc. S'adr. WACHEZ, 13, r. Rodier.

ANCIENNE MAISON JOHN ARTHUR

A fondée en 1818 (Tirage au sort des Capucines, Appartements et Hôtels — Ventes et Locations)

OFFICIERS MINISTÉRIELS

ADJUDICATIONS

Paris
M. L. rue Dufrenoy, 25, et 54 Flandrin, 22 et 24, avec TERRAIN D'ANGLE, C. 3786 M. A. p. 140,000. A. Ad. s'1 ench., ch. not., le 28 février 99. S'adr. à M. DUPUY, notaire, 32, rue des Mathurins.

TERRAINS LOTISSEMENT DE L'ANCIEN PASSAGE DU SAUMON

1^{re} F. 2^e F. 3^e F. 4^e F. 5^e F. 6^e F. 7^e F. 8^e F. 9^e F. 10^e F. 11^e F. 12^e F. 13^e F. 14^e F. 15^e F. 16^e F. 17^e F. 18^e F. 19^e F. 20^e F. 21^e F. 22^e F. 23^e F. 24^e F. 25^e F. 26^e F. 27^e F. 28^e F. 29^e F. 30^e F. 31^e F. 32^e F. 33^e F. 34^e F. 35^e F. 36^e F. 37^e F. 38^e F. 39^e F. 40^e F. 41^e F. 42^e F. 43^e F. 44^e F. 45^e F. 46^e F. 47^e F. 48^e F. 49^e F. 50^e F. 51^e F. 52^e F. 53^e F. 54^e F. 55^e F. 56^e F. 57^e F. 58^e F. 59^e F. 60^e F. 61^e F. 62^e F. 63^e F. 64^e F. 65^e F. 66^e F. 67^e F. 68^e F. 69^e F. 70^e F. 71^e F. 72^e F. 73^e F. 74^e F. 75^e F. 76^e F. 77^e F. 78^e F. 79^e F. 80^e F. 81^e F. 82^e F. 83^e F. 84^e F. 85^e F. 86^e F. 87^e F. 88^e F. 89^e F. 90^e F. 91^e F. 92^e F. 93^e F. 94^e F. 95^e F. 96^e F. 97^e F. 98^e F. 99^e F. 100^e F. 101^e F. 102^e F. 103^e F. 104^e F. 105^e F. 106^e F. 107^e F. 108^e F. 109^e F. 110^e F. 111^e F. 112^e F. 113^e F. 114^e F. 115^e F. 116^e F. 117^e F. 118^e F. 119^e F. 120^e F. 121^e F. 122^e F. 123^e F. 124^e F. 125^e F. 126^e F. 127^e F. 128^e F. 129^e F. 130^e F. 131^e F. 132^e F. 133^e F. 134^e F. 135^e F. 136^e F. 137^e F. 138^e F. 139^e F. 140^e F. 141^e F. 142^e F. 143^e F. 144^e F. 145^e F. 146^e F. 147^e F. 148^e F. 149^e F. 150^e F. 151^e F. 152^e F. 153^e F. 154^e F. 155^e F. 156^e F. 157^e F. 158^e F. 159^e F. 160^e F. 161^e F. 162^e F. 163^e F. 164^e F. 165^e F. 166^e F. 167^e F. 168^e F. 169^e F. 170^e F. 171^e F. 172^e F. 173^e F. 174^e F. 175^e F. 176^e F. 177^e F. 178^e F. 179^e F. 180^e F. 181^e F. 182^e F. 183^e F. 184^e F. 185^e F. 186^e F. 187^e F. 188^e F. 189^e F. 190^e F. 191^e F. 192^e F. 193^e F. 194^e F. 195^e F. 196^e F. 197^e F. 198^e F. 199^e F. 200^e F. 201^e F. 202^e F. 203^e F. 204^e F. 205^e F. 206^e F. 207^e F. 208^e F. 209^e F. 210^e F. 211^e F. 212^e F. 213^e F. 214^e F. 215^e F. 216^e F. 217^e F. 218^e F. 219^e F. 220^e F. 221^e F. 222^e F. 223^e F. 224^e F. 225^e F. 226^e F. 227^e F. 228^e F. 229^e F. 230^e F. 231^e F. 232^e F. 233^e F. 234^e F. 235^e F. 236^e F. 237^e F. 238^e F. 239^e F. 240^e F. 241^e F. 242^e F. 243^e F. 244^e F. 245^e F. 246^e F. 247^e F. 248^e F. 249^e F. 250^e F. 251^e F. 252^e F. 253^e F. 254^e F. 255^e F. 256^e F. 257^e F. 258^e F. 259^e F. 260^e F. 261^e F. 262^e F. 263^e F. 264^e F. 265^e F. 266^e F. 267^e F. 268^e F. 269^e F. 270^e F. 271^e F. 272^e F. 273^e F. 274^e F. 275^e F. 276^e F. 277^e F. 278^e F. 279^e F. 280^e F. 281^e F. 282^e F. 283^e F. 284^e F. 285^e F. 286^e F. 287^e F. 288^e F. 289^e F. 290^e F. 291^e F. 292^e F. 293^e F. 294^e F. 295^e F. 296^e F. 297^e F. 298^e F. 299^e F. 300^e F. 301^e F. 302^e F. 303^e F. 304^e F. 305^e F. 306^e F. 307^e F. 308^e F. 309^e F. 310^e F. 311^e F. 312^e F. 313^e F. 314^e F. 315^e F. 316^e F. 317^e F. 318^e F. 319^e F. 320^e F. 321^e F. 322^e F. 323^e F. 324^e F. 325^e F. 326^e F. 327^e F. 328^e F. 329^e F. 330^e F. 331^e F. 332^e F. 333^e F. 334^e F. 335^e F. 336^e F. 337^e F. 338^e F. 339^e F. 340^e F. 341^e F. 342^e F. 343^e F. 344^e F. 345^e F. 346^e F. 347^e F. 348^e F. 349^e F. 350^e F. 351^e F. 352^e F. 353^e F. 354^e F. 355^e F. 356^e F. 357^e F. 358^e F. 359^e F. 360^e F. 361^e F. 362^e F. 363^e F. 364^e F. 365^e F. 366^e F. 367^e F. 368^e F. 369^e F. 370^e F. 371^e F. 372^e F. 373^e F. 374^e F. 375^e F. 376^e F. 377^e F. 378^e F. 379^e F. 380^e F. 381^e F. 382^e F. 383^e F. 384^e F. 385^e F. 386^e F. 387^e F. 388^e F. 389^e F. 390^e F. 391^e F. 392^e F. 393^e F. 394^e F. 395^e F. 396^e F. 397^e F. 398^e F. 399^e F. 400^e F. 401^e F. 402^e F. 403^e F. 404^e F. 405^e F. 406^e F. 407^e F. 408^e F. 409^e F. 410^e F. 411^e F. 412^e F. 413^e F. 414^e F. 415^e F. 416^e F. 417^e F. 418^e F. 419^e F. 420^e F. 421^e F. 422^e F. 423^e F. 424^e F. 425^e F. 426^e F. 427^e F. 428^e F. 429^e F. 430^e F. 431^e F. 432^e F. 433^e F. 434^e F. 435^e F. 436^e F. 437^e F. 438^e F. 439^e F. 440^e F. 441^e F. 442^e F. 443^e F. 444^e F. 445^e F. 446^e F. 447^e F. 448^e F. 449^e F. 450^e F. 451^e F. 452^e F. 453^e F. 454^e F. 455^e F. 456^e F. 457^e F. 458^e F. 459^e F. 460^e F. 461^e F. 462^e F. 463^e F. 464^e F. 465^e F. 466^e F. 467^e F. 468^e F. 469^e F. 470^e F. 471^e F. 472^e F. 473^e F. 474^e F. 475^e F. 476^e F. 477^e F. 478^e F. 479^e F. 480^e F. 481^e F. 482^e F. 483^e F. 484^e F. 485^e F. 486^e F. 487^e F. 488^e F. 489^e F. 490^e F. 491^e F. 492^e F. 493^e F. 494^e F. 495^e F. 496^e F. 497^e F. 498^e F. 499^e F. 500^e F. 501^e F. 502^e F. 503^e F. 504^e F. 505^e F. 506^e F. 507^e F. 508^e F. 509^e F. 510^e F. 511^e F. 512^e F. 513^e F. 514^e F. 515^e F. 516^e F. 517^e F. 518^e F. 519^e F. 520^e F. 521^e F. 522^e F. 523^e F. 524^e F. 525^e F. 526^e F. 527^e F. 528^e F. 529^e F. 530^e F. 531^e F. 532^e F. 533^e F. 534^e F. 535^e F. 536^e F. 537^e F. 538^e F. 539^e F. 540^e F. 541^e F. 542^e F. 543^e F. 544^e F. 545^e F. 546^e F. 547^e F. 548^e F. 549^e F. 550^e F. 551^e F. 552^e F. 553^e F. 554^e F. 555^e F. 556^e F. 557^e F. 558^e F. 559^e F. 560^e F. 561^e F. 562^e F. 563^e F. 564^e F. 565^e F. 566^e F. 567^e F. 568^e F. 569^e F. 570^e F. 571^e F. 572^e F. 573^e F. 574^e F. 575^e F. 576^e F. 577^e F. 578^e F. 579^e F. 580^e F. 581^e F. 582^e F. 583^e F. 584^e F. 585^e F. 586^e F. 587^e F. 588^e F. 589^e F. 590^e F. 591^e F. 592^e F. 593^e F. 594^e F. 595^e F. 596^e F. 597^e F. 598^e F. 599^e F. 600^e F. 601^e F. 602^e F. 603^e F. 604^e F. 605^e F. 606^e F. 607^e F. 608^e F. 609^e F. 610^e F. 611^e F. 612^e F. 613^e F. 614^e F. 615^e F. 616^e F. 617^e F. 618^e F. 619^e F. 620^e F. 621^e F. 622^e F. 623^e F. 624^e F. 625^e F. 626^e F. 627^e F. 628^e F. 629^e F. 630^e F. 631^e F. 632^e F. 633^e F. 634^e F. 635^e F. 636^e F. 637^e F. 638^e F. 639^e F. 640^e F. 641^e F. 642^e F. 643^e F. 644^e F. 645^e F. 646^e F. 647^e F. 648^e F. 649^e F. 650^e F. 651^e F. 652^e F. 653^e F. 654^e F. 655^e F. 656^e F. 657^e F. 658^e F. 659^e F. 660^e F. 661^e F. 662^e F. 663^e F. 664^e F. 665^e F. 666^e F. 667^e F. 668^e F. 669^e F. 670^e F. 671^e F. 672^e F. 673^e F. 674^e F. 675^e F. 676^e F. 677^e F. 678^e F. 679^e F. 680^e F. 681^e F. 682^e F. 683^e F. 684^e F. 685^e F. 686^e F. 687^e F. 688^e F. 689^e F. 690^e F. 691^e F. 692^e F. 693^e F. 694^e F. 695^e F. 696^e F. 697^e F. 698^e F. 699^e F. 700^e F. 701^e F. 702^e F. 703^e F. 704^e F. 705^e F. 706^e F. 707^e F. 708^e F. 709^e F. 710^e F. 711^e F. 712^e F. 713^e F. 714^e F. 715^e F. 716^e F. 717^e F. 718^e F. 719^e F. 720^e F. 721^e F. 722^e F. 723^e F. 724^e F. 725^e F. 726^e F. 727^e F. 728^e F. 729^e F. 730^e F. 731^e F. 732^e F. 733^e F. 734^e F. 735^e F. 736^e F. 737^e F. 738^e F. 739^e F. 740^e F. 741^e F. 742^e F. 743^e F. 744^e F. 745^e F. 746^e F. 747^e F. 748^e F. 749^e F. 750^e F. 751^e F. 752^e F. 753^e F. 754^e F. 755^e F. 756^e F. 757^e F. 758^e F. 759^e F. 760^e F. 761^e F. 762^e F. 763^e F. 764^e F. 765^e F. 766^e F. 767^e F. 768^e F. 769^e F. 770^e F. 771^e F. 772^e F. 773^e F. 774^e F. 775^e F. 776^e F. 777^e F. 778^e F. 779^e F. 780^e F. 781^e F. 782^e F. 783^e F. 784^e F. 785^e F. 786^e F. 787^e F. 788^e F. 789^e F. 790^e F. 791^e F. 792^e F. 793^e F. 794^e F. 795^e F. 796^e F. 797^e F. 798^e F. 799^e F. 800^e F. 801^e F. 802^e F. 803^e F. 804^e F. 805^e F. 806^e F. 807^e F. 808^e F. 809^e F. 810^e F. 811^e F. 812^e F. 813^e F. 814^e F. 815^e F. 816^e F. 817^e F. 818^e F. 819^e F. 820^e F. 821^e F. 822^e F. 823^e F. 824^e F. 825^e F. 826^e F. 827^e F. 828^e F. 829^e F. 830^e F. 831^e F. 832^e F. 833^e F. 834^e F. 835^e F. 836^e F. 837^e F. 838^e F. 839^e F. 840^e F. 841^e F. 842^e F. 843^e F. 844^e F. 845^e F. 846^e F. 847^e F. 848^e F. 849^e F. 850^e F. 851^e F. 852^e F. 853^e F. 854^e F. 855^e F. 856^e F. 857^e F. 858^e F. 859^e F. 860^e F. 861^e F. 862^e F. 863^e F. 864^e F. 865^e F. 866^e F. 867^e F. 868^e F. 869^e F. 870^e F. 871^e F. 872^e F. 873^e F. 874^e F. 875^e F. 876^e F. 877^e F. 878^e F. 879^e F. 880^e F. 881^e F. 882^e F. 883^e F. 884^e F. 885^e F. 886^e F. 887^e F. 888^e F. 889^e F. 890^e F. 891^e F. 892^e F. 893^e F. 894<